



HAL
open science

Roms d'Europe : le cas autrichien

Jérôme Segal

► **To cite this version:**

Jérôme Segal. Roms d'Europe : le cas autrichien. Les Temps Modernes, 2014, Les Roms, ces Européens, 677, pp.116-125. hal-01525517

HAL Id: hal-01525517

<https://hal.science/hal-01525517>

Submitted on 23 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ROMS D'EUROPE : LE CAS AUTRICHIEN

Le 8 avril est depuis 1990 la Journée internationale des Roms.¹ Or, le 8 avril 2013, on assistait selon les pays à des scènes bien différentes. Les 250 Roms de Ris-Orangis, près de Paris, venaient d'être expulsés. Ils cherchaient déjà un nouveau terrain vague ou un bâtiment abandonné qui puisse leur servir de refuge. Pour se replacer dans l'ambiance de l'époque, il suffit de rappeler que trois semaines plus tôt le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, avait affirmé, sans apporter la moindre justification autre que ses préjugés, que seule une minorité de Roms souhaitaient s'intégrer en France, et ce « pour des raisons culturelles ». A 1400 km de là, en Autriche, on célébrait au Parlement les vingt ans de la reconnaissance des Roms comme minorité ethnique. Au programme, ouverture par la présidente du Parlement, accueil par la ministre de la Culture et de l'Éducation ainsi que par le président du Landtag du Burgenland (celui des neuf Länder où la présence des Roms a toujours été la plus importante), discours du chancelier et discussion entre six représentants d'associations roms et le chancelier Vranitzky qui était en fonction au moment de la reconnaissance de cette communauté.

Aujourd'hui l'Autriche ne compte aucun bidonville de Roms, ils ont leur radio au sein de l'ORF (équivalent de Radio France ou plutôt de l'ancienne ORTF), des émissions de télévision et surtout un fonds spécial de financement associatif. En même temps, comme dans tous les pays d'Europe, les préjugés demeurent vivaces et les discriminations bien réelles. Un attentat raciste coûta la vie à quatre Roms en 1995 à Oberwart et le racisme contre les Tsiganes commence tout juste à être systématiquement analysé sous le néologisme controversé 'd'Antiziganismus'. Comment expliquer un tel contraste ? Quels enseignements peut-on tirer de la situation autrichienne ?

¹ Le mot « Roms », adopté par l'Union romani internationale en 1971, renvoie à l'ensemble des populations ayant en commun une origine indienne et constituant de loin, avec 8 à 12 millions de personnes, la plus grande minorité ethnique d'Europe.

La reconnaissance

A quelques exceptions près, le territoire autrichien actuel est issu du traité de Saint-Germain-en-Laye, signé en 1919, après la chute de l'Empire austro-hongrois, entre l'Autriche et les pays victorieux. Une des clauses de ce traité contraignait l'Autriche à reconnaître ses « minorités nationales » et cette clause fut reprise dans l'article 7 du Traité d'État adopté en 1955, après dix ans d'occupation par les Alliés, pour créer les conditions d'un État autrichien indépendant. Au départ, seules les minorités croates et slovènes étaient mentionnées et ce fut le mérite de quelques Roms d'utiliser cette législation pour obtenir en 1993 la reconnaissance de leur peuple comme minorité ethnique, avec les droits et les devoirs qui en découlent.

Mais pour cela, la route fut longue. D'abord, sur 11 000 Roms présents en Autriche en 1938, près de 10 000 périrent, majoritairement déportés et assassinés mais aussi suite aux conditions de vie dans les camps installés en Autriche.² Ce n'est qu'en 1961 que les rescapés des camps d'internements autrichiens ont pu obtenir individuellement des compensations et c'est en 1988 que le camp d'internement de Roms de Lackenbach (au Burgenland) fut considéré comme les autres camps de concentration, ce qui eut pour conséquence de reconnaître les Roms comme groupe de victimes, au même titre par exemple que les Juifs (65 000 morts sur 200 000). Bien entendu, il ne peut être question d'envisager une abjecte concurrence des victimes, ces données expliquent simplement qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale il ne restait que très peu de Roms en Autriche et que rien n'était fait dans le pays pour faciliter leur reconnaissance.

Dans les années 1970, les Roms étaient encore très largement persécutés au niveau de l'accès à l'emploi, aux écoles (ils étaient automatiquement dans des « Sonderschulen » écoles réservés aux enfants souffrant de déficiences intellectuelles) et aux infrastructures les plus élémentaires (eau et électricité). Ce sont deux conflits auxquels ils étaient tout à fait étrangers qui, indirectement, ont permis une certaine sensibilisation à leur cause. Le Tyrol du Sud (ou Haut-Adige) qui était revenu à l'Italie à l'issue du Traité de Saint-Germain-en-Laye, alors que sa population était surtout germanophone, avait été le théâtre d'attentats perpétrés par des mouvements prônant le rattachement à l'Autriche. Le statut d'autonomie obtenu par les Tyroliens du Sud en 1972 au sein de la république transalpine fut vécu comme la dernière concession accordée par les Italiens ; la question des minorités s'en trouva ainsi ravivée en

² L'ouvrage de référence reste G. Lewy, *La persécution des Tsiganes par les nazis*, Les Belles Lettres, Paris, 2003 (édition originale en anglais, 2000), les chapitres 4 et 7 portant spécifiquement sur l'Autriche. La première monographie sur le sujet est S. Steinmetz, *Österreichs Zigeuner im NS-Staat*, Europa, Wien, 1966.

Autriche. De plus, la reconnaissance des Slovènes de Carinthie comme minorité n'avait pas permis de réellement pacifier la région. Jörg Haider, héraut de l'extrême droite autrichienne, avec son parti le FPÖ, instrumentaliserait d'ailleurs dans les années 2000 le conflit autour des panneaux bilingues à l'entrée des villes de ce Land.

La loi sur les groupes ethniques de 1976 ('Volksgruppengesetz') visait à mettre un terme à ces tensions, reconnaissant non seulement les Slovènes de Carinthie et les Croates du Burgenland, mais aussi les Hongrois du Burgenland ainsi que les Tchèques et les Slovaques de Vienne. Les Roms du Burgenland étaient toujours victimes de racisme, par exemple à l'entrée des discothèques, mais ils commençaient à s'organiser. À l'approche des 50 ans de l'Anschluss, en 1988, un rapport fut commandé par l'équivalent de Pôle emploi sur les « conditions de vie des Tsiganes du Burgenland et des Juifs au regard des projets à soutenir dans les domaines socioculturels ». Dans leurs conclusions, l'historienne Lotte Hirl et l'assistante sociale Renate Holpfer appelaient à la création d'une association rom, ce qui fut fait à Oberwart (Burgenland), en 1989, avec la 'Roma – Verein zur Förderung von Zigeunern' (Roma, association pour le soutien des Tsiganes).

À Vienne, un homme suivait de très près tout ce qui se faisait à Oberwart : Rudolf Sarközi. Né en 1944 dans le camp d'internement pour Roms de Lackenbach, d'une mère romni et d'un père sinto, son parcours professionnel l'avait amené au service de la voirie de la ville de Vienne et, parallèlement, il s'était engagé au sein du parti socialiste autrichien (le SPÖ), toujours très en pointe dans la capitale depuis les années de « Vienne la rouge » dans l'entre-deux-guerres.³ Aidé par les membres de son parti, M. Sarközi fut le principal acteur de la reconnaissance du peuple rom. Déçu par l'association créée à Oberwart, bien qu'étant membre de son bureau, il fonda à Vienne, en 1991, « l'Association culturelle des Roms d'Autriche », tandis que quelques mois plus tôt une autre association rom était créée, également dans la capitale, 'Romano Centro', plus orientée sur l'action sociale que politique et regroupant d'abord les Roms migrants arrivés majoritairement de la Yougoslavie alors en guerre.

C'est avec la loi du 23 décembre 1993 que les Roms furent enfin officiellement reconnus. Un comité consultatif représentant les intérêts des Roms fut ensuite créé ('Volksgruppenbeirat'), et M. Sarközi fut logiquement élu à sa tête. En entrant dans l'Union européenne en 1995, l'Autriche était ainsi le premier pays à avoir accordé spécifiquement des

³ Voir l'impressionnante autobiographie de R. Sarközi, *Roma – Österreichische Volksgruppe – Von der Verfolgung bis zur Anerkennung*, Drava, Klagenfurt, 2008.

droits aux Roms au niveau de sa législation.⁴ Dans un pays où les titres universitaires confèrent à son porteur un capital symbolique important, la consécration fut sans doute la remise à M. Sarközi du titre de ‘Professor’, en 2002, par décision du président de la République Thomas Klestil.⁵

Les Roms d’Autriche et les Roms en Autriche

A l’occasion des vingt ans de la reconnaissance des Roms, au printemps 1993, de nombreuses émissions de radio ou de télévision ont été consacrées à cette reconnaissance, sous forme d’autocongratulation, plutôt que de reportages sur la situation actuelle de cette minorité. Figure devenue incontournable mais aussi controversée parmi les Roms, Rudolf Sarközi a accordé de nombreux entretiens. Dans le quotidien de référence de centre gauche *Der Standard*, il est revenu sur ce que signifiait alors la reconnaissance officielle : « avec ça la population est devenue attentive à notre situation, au fait qu’on fait partie de ce pays et que nous ne sommes pas des étrangers. »⁶

Il n’y a pas de statistiques officielles sur le nombre de Roms dans le pays et comme pour les Juifs, il n’y a pas de définition consensuelle à ce sujet. Seule une définition performative (est rom qui se définit comme Rom) serait envisageable. Dans un entretien qu’il nous a accordé, M. Sarközi évalue à 35-40 000 le nombre total de Roms en Autriche, estimation recoupée par d’autres sources.⁷ Du fait qu’il ne restait que quelques milliers de Roms en Autriche au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il estime qu’un peu plus de deux générations plus tard, on peut raisonnablement estimer à 10 000 le nombre de Roms « autochtones » comme lui (ce sont ses mots et la présence de sa propre famille est attestée à Oberwart au 17^{ème} siècle). Ceux-ci se répartissent en trois sous-groupes ethniques : les Roms du Burgenland, les Lovara et les Sinti.

La majorité des Roms vivant en Autriche est donc allochtone, venant principalement de Serbie, du Kosovo et des autres États créés suite à la disparition de la Yougoslavie. On trouve aussi des Roms venant de Roumanie et de Bulgarie mais ceux-ci ne font souvent que traverser l’Autriche pour se rendre en Allemagne, en Italie, en France ou en Grande-Bretagne où ils

⁴ Les constitutions roumaine et hongroise, respectivement adoptées en 1991 et 1993, contenaient aussi de tels droits – très théoriques –, mais ces pays n’ont pas fait partie de l’Union européenne avant 2007 et 2004.

⁵ Voir la page personnelle de M. Sarközi (<http://bit.ly/Sarkozi>) et sur l’appétence des Autrichiens pour les titres, ce billet (http://bit.ly/folie_des_titres_en_Autriche).

⁶ « Vom Rand in Die Mitte: 20 Jahre Anerkennung Der Roma Als Volksgruppe », *Der Standard*, 28.3.2013.

⁷ Voir le rapport exhaustif de M. Fink, *Promoting the social inclusion of Roma – Austria*, sur le site de la Commission européenne.

retrouvent de la famille. Ce sont ces Roms, arrivés récemment, et plus souvent encore celles et ceux qui viennent pour la journée en Autriche, qui survivent parfois de la mendicité ou commettent de menus larcins, entretenant des préjugés ancestraux à l'encontre de la communauté rom.

Comme souvent dans les phénomènes de migrations étalées sur plusieurs générations, un antagonisme larvé est apparu entre les Roms installés de longue date et les nouveaux arrivants.⁸ M. Sarközi et les siens voulaient en priorité servir les intérêts des Roms autochtones et il écrit à propos de l'association concurrente, Romano Centro : « ils avaient adopté le point de vue selon lequel un Rom est un Rom. Que le Rom soit autrichien ou Serbe, cela ne changeait rien pour eux. » (*op. cit.* p. 82).

Les enjeux rappellent les sentiments d'hostilité suscités dans les années 1960 par l'arrivée massive de Juifs séfarades, rapatriés du Maghreb, face à une communauté ashkénaze souvent bien intégrée dans la société française.⁹ Et de la même façon que l'attentat de la rue Copernic, en France, en 1980, a pu ressouder la communauté juive, l'attentat d'Oberwart, qui coûta la vie à quatre Roms en février 1995, avec une bombe dissimulée sous une plaque marquée « Roms, repartez en Inde », a pu paradoxalement jouer un rôle positif dans le renforcement de la conscience rom. M. Sarközi écrit ainsi dans son autobiographie que c'est quelques jours seulement après l'attentat que son association décida de s'engager dans la création d'un « fonds rom » ('Roma Fonds'), destiné à financer des projets sociaux. Partant de l'équivalent de 7000 euros au départ, ce fonds est arrivé à près d'un million d'euros en 2006. Plus important sur le plan symbolique, c'est en septembre 1995 que fut constitué le comité consultatif des Roms qui siège au niveau fédéral.

Par ailleurs, la haine déversée peu après le drame par le leader de l'extrême droite, Jörg Haider, aida certains Autrichiens à prendre conscience des préjugés régnant à l'encontre des Roms. Le tribun déclara pendant que l'enquête suivait son cours « Qui dit qu'il ne s'agit pas là d'un conflit autour d'un trafic d'armes, de voitures volées ou de drogue ? » et en réaction une manifestation de soutien aux Roms fut organisée à Vienne.

⁸ M. Sarközi précise qu'il existait en outre un antagonisme profond entre Roms et Sinti qui avaient conservé des modes de vie plus traditionnels (*op. cit.*, p. 79).

⁹ Voir par exemple le documentaire en deux volets d'Yves Jeuland, *Comme un Juif en France*, 2007.

Des Européens par essence

Comme l'immense majorité des Roms d'Europe, les Roms autrichiens sont sédentaires, installés depuis plus de trois siècles au Burgenland ou venus plus récemment de l'ex-Yougoslavie. Le fait qu'ils soient présents et intégrés dans presque tous les pays d'Europe, surtout en Europe centrale et méridionale, les rend suspects pour celles et ceux qui souffrent de penchants nationalistes alors même que l'écrivain allemand Günter Grass a su admirablement les décrire :

« Eux, les Roms, dans leur état permanent d'éparpillement, sont – à y regarder de plus près – européens dans le sens exact que nous devrions avoir en vue, alors que nous sommes prisonniers de nos œillères nationales, empêtrés dans une Europe économique monstrueuse et bureaucratique. Les Tsiganes ont déjà ça d'avance, avec cette mobilité transfrontalière, et ce sont eux qui devraient recevoir en premier les passeports européens leur garantissant le droit de s'installer partout, de la Roumanie au Portugal. Nés européens, ils sont en situation de nous apprendre avec leurs siècles d'expérience, à dépasser les frontières, et plus encore, à dépasser les frontières qui existent en nous et autour de nous (...). »¹⁰

L'un des préjugés les plus forts contre les Roms, en Autriche comme ailleurs, consiste à les considérer comme des apatrides, des citoyens qui en réalité ne seraient pas fidèles au pays où ils vivent. Alors qu'un des piliers de l'antisémitisme repose sur l'accusation de double allégeance, les Roms, eux, seraient assimilés à des anarchistes refusant toute allégeance à un État. De même, la qualification de « peuple nomade » dont ils sont parfois affublés n'est pas sans rappeler l'idée de « peuple errant » caractérisant le peuple juif. On touche ici sans doute à ce qui explique la solidarité implicite qui unit Juifs et Roms, notamment en Autriche.

Le 7 décembre 2010, en réaction aux expulsions-spectacles de Roms organisées en France par le gouvernement de M. Sarkozy pour atteindre les quotas de reconduite à la frontière, c'est tout naturellement le musée juif de Vienne qui a accueilli Rudolf Sarközi, Marika Schmiedt (une artiste romni très engagée) et l'auteur de ces lignes, pour une soirée de débats. Un an plus tard, c'est le festival du film juif de Vienne qui programait au catalogue de sa dix-neuvième édition le film de Tony Gatlif, *Liberté*, pour deux projections exceptionnelles s'inscrivant dans la thématique « Indignez-vous ! » du festival. De même, alors que l'Autriche ne compte qu'une douzaine de milliers de Juifs (dont 7 000 membres du consistoire), ceux-ci sont presque majoritaires dans les rares manifestations organisées en soutien aux Roms (la dernière fois le 6 octobre 2013, pour une 'Roma Pride').

¹⁰ G. Grass, *Ohne Stimme. Reden zugunsten des Volkes der Roma und Sinti*, Steidl, Göttingen 2000, p.93.

Préjugés et méconnaissance

Il est donc indéniable que les Roms sont officiellement soutenus par les autorités du pays, ainsi que par une partie de la société civile (qui bien entendu ne se limite pas aux Juifs, même si ceux-ci y sont surreprésentés). On trouve en Autriche une université populaire vouée exclusivement à la langue et à la culture rom (vhs-roma.eu), depuis 1994 on peut enseigner en romani dans certaines écoles du Burgenland, une association apporte du soutien l'après midi aux élèves roms en difficulté (en Autriche, les élèves n'ont cours que le matin), un employé de l'AMS (Service du marché du travail, l'équivalent de Pôle emploi) se consacre exclusivement à la recherche d'emploi pour les Roms, des émissions de télévision et de radio sont diffusées sur les chaînes nationales, et d'importants projets de recherche étalés sur plusieurs années visent par exemple à étudier en détail le génocide rom en Autriche (en saisissant le nom de toutes les victimes) ou encore à inventorier et lexicaliser les différentes formes de dialectes romanis en usage dans le pays.

Au niveau des mentalités, les progrès ne sont pas aussi impressionnants. Certes, le terme « Zigeuner », qui en allemand est péjoratif, contrairement à « Tsigane » en français, tend à laisser place dans les journaux au terme « Roma » (Roms), mais il suffit de lire les commentaires en ligne des articles pour constater que cette évolution ne concerne en rien l'ensemble de la population. Des artistes roms célèbres comme Harri Stojka (né en 1957), ont lancé au printemps 2012 une campagne d'affichage demandant explicitement à leurs concitoyens de renoncer à ce substantif... mais on trouve encore des « brochettes tziganes », des « escalopes tziganes » ou encore des « gâteaux tziganes », à la carte des restaurants comme dans les supermarchés. L'artiste romni Marika Schmiedt (née en 1966) a joué sur l'ambivalence du mot « Zigeunerschnitzel » (qui peut aussi signifier « escalope de Tsigane ») pour poser cette question sur une publicité détournée, « pourquoi veulent-ils nous manger ? ». Son exposition à Linz, en octobre 2013, dénonçait la situation des Roms en Europe, et spécialement en Hongrie où des Roms sont assassinés lors de véritables chasses à l'homme. L'ambassadeur de Hongrie en Autriche a demandé l'interdiction de l'exposition et M. Sarközi – qui ne participe jamais aux manifestations contre les persécutions – a lui aussi critiqué l'artiste pour ce qu'il juge des « provocations ».

L'association Romano Centro, spécialisée dans le travail de terrain, auprès des familles en difficultés et dans les écoles, au contraire, a soutenu Mme Schmiedt. En décembre 2013, Ferdinand Koller, travaillant pour cette association, a publié le premier rapport de l'histoire

du pays sur « l'anti-tsiganisme », faisant apparaître clairement les préjugés dont les Roms sont victimes.¹¹ Dans ce rapport, contenant des résumés en anglais et en romani, 82 cas de discriminations sont décrits avec les démarches parfois entreprises pour tenter de les faire reconnaître voire condamner. La lecture en est impressionnante : un panneau « pas de place pour les Tsiganes » à l'entrée d'un camping, « on va nettoyer Graz (...) de l'invasion des Tsiganes slovaques » dans la brochure d'un des deux partis d'extrême droite tandis qu'un autre (*Aula*) évoque « la déficience intellectuelle des Tsiganes », une discothèque qui refuse un Rom et des attaques physiques contre des Roms installés à l'orée des villes, à Bischofshofen (Land de Salzbourg) et Ainet (au Tyrol), avec des appels à la haine, de la part des assaillants, aussi charmantes que « là on a besoin d'une solution finale ».

Et que fait la justice face à cela ? Pas grand-chose, malheureusement. Sur le plan politique, seuls les Verts ont une position conséquente face à l'anti-tsiganisme (et à l'antisémitisme), s'opposant frontalement aux partis d'extrême droite, alors que les deux partis au pouvoir depuis 2007 dans la grande coalition, les sociaux-démocrates du SPÖ et les chrétiens-conservateurs de l'ÖVP, ont déjà tous les deux gouverné avec l'extrême-droite (le SPÖ dans les années 80 – mais il est vrai que le FPÖ n'était pas si dangereux qu'aujourd'hui, et l'ÖVP de 2000 à 2006, lorsque l'Autriche fut sanctionnée au niveau européen).

C'est peut-être grâce à une certaine ouverture, à travers les comptes-rendus sur les événements dramatiques dont sont victimes les Roms et qui font l'actualité en Hongrie et dans une moindre mesure en Italie ou en France, que les Autrichiens se rendront compte, peu à peu, que la reconnaissance qui a été officiellement accordée aux Roms ne peut suffire à lutter contre les préjugés tenaces envers ces Européens exemplaires. Malgré la reconnaissance officielle, que l'on ne peut qu'approuver, il subsiste encore en Autriche comme dans les autres pays européens une grande méconnaissance du seul peuple à n'avoir jamais eu de revendication territoriale.

¹¹ F. Koller (dir.), *Antiziganismus in Österreich*, 2013 (<http://bit.ly/romanocentro>). Proche du mot « Zigeuner », le terme « Antiziganismus » a été critiqué par Mme Schmiedt.